

INITIATIVES POUR L'AVENIR DES GRANDS FLEUVES

Association

2, rue André Bonin
69004 Lyon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2023

INITIATIVES POUR L'AVENIR DES GRANDS FLEUVES

Association

2, rue André Bonin
69004 Lyon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association INITIATIVES POUR L'AVENIR DES GRANDS FLEUVES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVES POUR L'AVENIR DES GRANDS FLEUVES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

6 place de la Pyramide - 92908 Paris-La Défense Cedex - France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre d'Auvergne-Rhône-Alpes
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à

l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

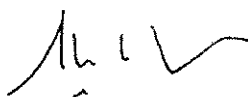
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 4 juin 2024

Le commissaire aux comptes,

Deloitte & Associés



Arnaud de GASQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

L'Association « Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves » a été créée le 13 juin 2017.

Elle a pour objet de contribuer, en France et à l'Etranger, dans un but non lucratif et une finalité d'intérêt général, à la définition du « fleuve de demain » au regard de ses enjeux à caractère environnemental, scientifique, éducatif, social, sociétal, culturel, artistique et patrimonial.

Les comptes annuels de l'Association ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et les textes subséquents.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023 (en euros)

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes	-	2 244
Créances clients et comptes rattachés	855	
Autres créances	2 134	30 000
Disponibilités	688 483	480 336
Charges constatées d'avance	755	720
Sous-total	692 227	513 300
TOTAL GENERAL	692 227	513 300

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	592 169	417 672
Sous-total	592 169	417 672
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 906	85 726
Dettes fiscales et sociales	10 638	4 702
Autres dettes	7 414	5 000
Sous-total	98 958	95 428
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
Produits constatés d'avance	1 100	200
Sous-total	1 100	200
TOTAL GENERAL	692 227	513 300

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023 (en euros)

CHARGES	31/12/2023	31/12/2022	PRODUITS	31/12/2023	31/12/2022
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	204 209	486 718	Subvention d'exploitation	500 000	530 000
Impôts et taxes	481	1 061	Cotisations	2 785	2 463
Salaires et traitements	97 649	21 985			
Charges sociales	34 765	6 446	Autres produits d'exploitation	1 696	55 005
Autres charges d'exploitation	2 173	4			
TOTAL I	339 277	516 214	TOTAL I	504 481	587 468
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
Frais de tenue de compte	182	302	Produits de placement	9 470	-
Perte de change	41	10	Gains de change	45	-
TOTAL II	222	312	TOTAL II	9 515	-
AUTRES CHARGES			AUTRES PRODUITS		
Part subventions non consommées	174 497	55 942	Reprise sur subventions non consommées	-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	15 000			
TOTAL III	174 497	70 942	TOTAL III	-	-
TOTAL GENERAL	513 996	587 468	TOTAL GENERAL	513 996	587 468

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRESTATIONS RECUES A TITRE GRATUIT	
Ingénierie	488
Comptabilité et Contrôle de gestion	2 724
Achats et Services logistiques	860
Secrétariat	141
Juridique	106
TOTAL GENERAL	4 319

Notes sur le bilan

ACTIF

Disponibilités : Elles s'élèvent à 688 483 € au 31 décembre 2023 dont 400 000€ sur un compte à terme.

ANNEXE

PASSIF

Fonds associatifs :

Le montant du fonds dédié sur subvention d'investissement correspond à la quote-part de subvention non consommée en 2023 pour 592 169€.

Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes :

Elles s'élèvent au total à 98 958€.

Notes sur le compte de Résultat

Produits :

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 500 000 € reçue de la Compagnie Nationale du Rhône au titre de 2023

Charges

Pour assurer son fonctionnement opérationnel, l'Association a réalisé des dépenses pour un montant total de 339 277 € au titre de l'exercice 2023.

Elles se répartissent entre :

- Services extérieurs comptabilité finances : 10 824 €
- Services extérieurs communication : 91 493 €
- Services extérieurs juridique : 7 680 €
- Services extérieurs divers : 15 657 €
- Etudes recherches et développement : 26 481 €
- Colloques séminaires : 5 637 €
- Frais de déplacement, séjour et réceptions : 36 700 €
- Cotisations ou sponsoring : 6 899 €
- Charges de personnel : 132 414 €
- Taxe sur les salaires : 482€
- Divers : 5 010 €

Le montant des frais de tenue de compte a été comptabilisé pour 182 € et une perte de change pour 41 €.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour 2023 s'élève à 5 625 € hors taxes, conformément à leur lettre de mission.

Une augmentation de la part de subvention non consommée a été enregistrée en charges pour un montant de 174 497€.

Notes sur le mécénat de compétence

Un relevé annuel d'intervention de la Compagnie Nationale du Rhône a été établi pour un montant de 4 319 € au titre de 2023.

Evénements post-clôture

Néant

